



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/WG.6/1/PHL/3
11 mars 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Première session
Genève, 7-18 avril 2008

**RÉSUMÉ ÉTABLI PAR LE HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME
CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 15 c) DE L'ANNEXE DE LA
RÉSOLUTION 5/1 DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME***

Philippines

Le présent rapport est un résumé de 31 communications de parties prenantes¹ à l'Examen périodique universel. Il suit la structure des directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme. Il ne contient aucune opinion, vue ou suggestion émanant du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), ni aucun jugement ou décision concernant des allégations précises. Les renseignements qui y figurent ont été systématiquement référencés dans les notes et, dans la mesure du possible, les textes originaux n'ont pas été modifiés. L'absence d'informations sur certaines questions ou le manque d'intérêt pour ces questions particulières peut être dû à l'absence de communications des parties prenantes concernant celles-ci. Le texte intégral de toutes les communications reçues peut être consulté sur le site Internet du HCDH. Le premier cycle de l'Examen étant de quatre ans, les informations qui figurent dans le présent rapport ont principalement trait à des événements qui se sont produits après le 1^{er} janvier 2004.

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction.

I. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GÉNÉRAL ET CADRE

A. Étendue des obligations internationales

1. Le Free Legal Assistance Group (FLAG) note que les Philippines ne sont pas partie au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et n'ont pas adhéré au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et qu'elles n'ont pas reconnu la disposition de la Convention contre la torture relative aux plaintes individuelles². Dans l'exposé conjoint des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès de l'ONU, il est également indiqué que les Philippines n'ont pas ratifié la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées³.

B. Cadre constitutionnel et législatif

2. L'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) relève que les Philippines disposent d'un cadre juridique complet qui, *de jure*, offre aux citoyens philippins des mesures de protection primordiales. Toutefois, de facto, la loi est souvent appliquée et exécutée de manière contradictoire, en partie en raison des failles que recèlent les textes eux-mêmes et en partie du fait des problèmes endémiques liés à la mauvaise gouvernance et à la corruption⁴.

3. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et la Philippine Alliance of Human Rights Advocates (PAHRA) signalent que bien que les Philippines aient ratifié la Convention contre la torture et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la torture n'est pas érigée en infraction dans le droit interne⁵. Selon la Commission philippine des droits de l'homme, il reste encore à adopter des lois sur des questions telles que les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, les déplacements internes et l'indemnisation des victimes de violations des droits de l'homme, et à trouver un moyen de résoudre le problème des projets de développement qui compromettent les droits des peuples autochtones. La Commission note également que si les lois relatives aux droits des femmes sont très complètes, il reste encore à modifier les lois existantes ou à en adopter de nouvelles ayant trait à la santé génésique, au droit aux soins de santé, à une protection supplémentaire contre la traite et à la violence à l'égard des femmes⁶.

C. Cadre institutionnel et infrastructures des droits de l'homme

4. La Commission philippine des droits de l'homme constate que deux faits récents sont venus menacer son indépendance: la déclaration faite en février 2007 par la Cour suprême, aux termes de laquelle la Commission ne jouit que d'une «autonomie limitée en matière budgétaire»; et l'adoption de la loi de 2007 sur la sécurité des personnes, qui accorde à la Commission le pouvoir d'engager des poursuites et lui confère de nouvelles responsabilités, sans qu'elle en ait connaissance cependant. La Commission se décrit comme étant l'organisme indépendant chargé de surveiller toutes les initiatives prises par le Gouvernement et souligne qu'engager des poursuites est du ressort du pouvoir exécutif⁷.

5. Le Conseil national des églises philippines note que la Commission philippine des droits de l'homme manque d'indépendance. Ajoutant que le succès de l'action de la Commission dépend entièrement de la coopération de la police et des forces armées, il déclare qu'elle ne peut pas faire grand-chose sans le soutien de la Présidente et d'autres organismes⁸. L'Asian Indigenous and Tribal Peoples Network (AITPN) souligne que la plupart des programmes de renforcement des capacités concernent la Commission philippine des droits de l'homme, et il recommande de mettre au point des programmes analogues pour la Commission nationale des populations autochtones, notamment

pour l'établissement des titres de propriété sur les terres des populations autochtones⁹. Dans l'exposé conjoint des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès de l'ONU, approuvé par 29 organisations de la société civile, il est dit que le Plan national d'action pour les droits de l'homme a été élaboré sans la participation des groupes de défense des droits de l'homme aux Philippines¹⁰.

II. PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE PAYS

A. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

6. L'AITPN note que les Philippines n'ont pas adressé d'invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales¹¹. Dans son exposé conjoint, le Groupe de travail sur l'Asie recommande que les Philippines manifestent leur volonté de le faire¹².

B. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme

1. Égalité et non-discrimination

7. L'AITPN estime que la politique de certains établissements scolaires qui consiste à renvoyer une élève non mariée qui tombe enceinte, sans renvoyer son partenaire masculin, est fortement discriminatoire à l'égard des filles¹³. Le Bureau juridique pour les femmes fait observer qu'en dépit de l'augmentation du nombre de femmes qui y siègent, le Congrès demeure dominé par les hommes¹⁴. Il indique qu'il n'existe pas de législation antidiscriminatoire visant à protéger les lesbiennes¹⁵.

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

8. Selon l'AITPN, les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées demeurent endémiques. L'organisation cite des chiffres communiqués par l'Alliance pour la promotion des droits des peuples (KARAPATAN), selon laquelle, entre janvier 2001 et juin 2007, 885 personnes ont été victimes d'exécutions sommaires et 183 ont disparu. D'après l'AITPN, la plupart des victimes appartenaient à des groupes idéologiques, et comptaient des militants des droits de l'homme, des avocats, des journalistes, des travailleurs sociaux religieux, des militants de gauche et des chefs de communautés autochtones¹⁶. KARAPATAN signale qu'au cours de la même période, 59 enfants ont été victimes d'exécutions sommaires et quatre de disparitions forcées¹⁷. L'AITPN souligne que dans la région autonome musulmane de Mindanao, 7 % des victimes des exécutions extrajudiciaires commises entre 2001 et 2007 étaient des enfants¹⁸. Le Centre pour la surveillance des déplacements internes du Conseil norvégien pour les réfugiés relève qu'en 2006 les exécutions extrajudiciaires à motivation politique enregistrées dans le pays ont atteint leur plus haut niveau depuis 1986¹⁹. Human Rights Watch (HRW) fait observer que cette augmentation spectaculaire du nombre d'exécutions extrajudiciaires a coïncidé avec la déclaration faite par la Présidente Arroyo, en juin 2006, de mener une «guerre totale» contre les insurgés communistes appelés «l'Armée nationale populaire»²⁰.

9. Amnesty International s'inquiète de la persistance de la torture et des mauvais traitements au sein du système de justice pénale et des forces armées des Philippines. Selon l'Organisation, la torture va souvent de pair avec les enlèvements de rebelles ou de sympathisants de rebelles présumés. Dans bien des cas, la police a recours à la torture pour arracher des aveux, lorsqu'elle est sommée de résoudre une affaire rapidement ou dans les affaires à grand retentissement²¹. L'exposé conjoint d'organisations non gouvernementales indique que, selon la Task Force Detainees of the Philippines (TFDP), on dispose d'éléments concernant 125 cas de torture touchant 267 personnes enregistrés sous le régime Arroyo²².

10. KARAPATAN indique qu'en octobre 2007, 235 prisonniers politiques (dont 29 femmes) se trouvaient encore dans les prisons et les centres de détention du pays. Environ 204 d'entre eux ont été arrêtés par le Gouvernement Arroyo, pour beaucoup sans mandat, et ont été inculpés pour des affaires pénales et non des affaires à connotation politique²³.
11. Le Bureau juridique pour les femmes fait observer qu'entre 1996 et 2005, le nombre de cas de violence à l'égard des femmes signalés à la police a été multiplié par six²⁴. L'OMCT indique que, dans les faits, l'absence de loi sur le divorce contraint les femmes victimes de violences conjugales à rester auprès du conjoint violent. Faute de loi garantissant aux femmes et aux hommes les mêmes droits de gérer leurs biens dans le cadre du mariage, les femmes sont privées de moyens de subsistance propres et sont économiquement dépendantes de leur conjoint, d'où un risque accru de violence continue²⁵. L'OMCT recommande l'adoption d'une nouvelle loi qui prévoit la possibilité de divorcer, en complément d'une législation qui garantirait aux femmes et aux hommes les mêmes droits de gérer les biens communs durant le mariage²⁶.
12. L'OMCT souligne que les femmes autochtones, celles qui font partie des communautés musulmanes démunies et celles qui vivent en milieu rural et dans les zones où sévit le conflit sont particulièrement exposées à la violence. Du fait de la situation économique médiocre dans laquelle se trouvent nombre de femmes et de filles, et malgré la loi de 2003 contre la traite des personnes, l'exploitation des femmes dans le pays va en s'accroissant²⁷. Le Bureau juridique pour les femmes fait observer que les Philippines continuent d'être considérées comme un pays de départ, de transit et de destination pour la traite des femmes et des enfants à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé. Il cite des estimations selon lesquelles 25 000 à 35 000 femmes philippines seraient victimes de la traite chaque année, ce qui représente 50 % de l'ensemble des femmes victimes de la traite en Asie du Sud-Est²⁸.
13. L'OMCT considère qu'une des manifestations des effets de la pauvreté sur les femmes philippines est la féminisation de l'emploi à l'étranger. Un grand nombre de travailleuses migrantes philippines, engagées dans le secteur du spectacle ou comme employées de maison, encourrent le risque de travailler dans des conditions proches de l'esclavage, et d'être victimes de violences physiques et sexuelles²⁹.
14. Amnesty International craint que certaines dispositions du Code pénal modifié et des Règles de procédure pénale ne donnent lieu à des détentions arbitraires³⁰. Dans l'exposé conjoint d'organisations non gouvernementales, il est dit qu'entre janvier 2001 et septembre 2007, 409 cas d'arrestation et de détention illégale concernant 1 460 personnes ont été recensés³¹. L'Organisation recommande à l'État philippin de renforcer les dispositions du Code pénal qui régissent les garanties à respecter pour la délivrance d'un mandat d'arrêt et d'interdire clairement et véritablement toute arrestation arbitraire. Elle souligne que la loi sur la sécurité des personnes doit être appliquée dans le respect de ces garanties³².
15. En ce qui concerne la justice des mineurs, Amnesty International indique qu'en dépit de tout un éventail de garanties législatives et de garanties de procédure, les mineurs en détention demeurent exposés à des violences physiques et sexuelles et sont détenus dans des conditions déplorables³³. Selon l'AITPN, plus de 1 000 enfants en conflit avec la loi croupissent en prison, dans des conditions inhumaines, aux côtés de criminels adultes³⁴. Toujours selon l'AITPN, les conditions carcérales demeurent lamentables en raison du surpeuplement, du fait que les installations ne répondent pas aux normes et du manque d'installations de base. Le surpeuplement favorise la propagation des maladies telles que la tuberculose, et soulève des problèmes sanitaires³⁵.

3. Administration de la justice et état de droit

16. HRW indique que les Philippines manquent toujours à l'obligation qui leur incombe au regard du droit international relatif aux droits de l'homme de poursuivre les responsables des exécutions à motivation politique. Elle signale que sur les centaines d'exécutions et de «disparitions» recensées au cours des cinq dernières années, deux affaires seulement ont donné lieu à des poursuites qui se sont soldées par une condamnation, celle de quatre prévenus. Elle relève qu'aucun haut responsable de l'armée n'a été condamné pour avoir participé directement ou pour avoir agi sur ordre, et indique que la police nationale attribue la responsabilité du fiasco des poursuites au refus de coopérer des témoins. HRW estime que les énormes déficiences du programme de protection des témoins ne font qu'aggraver le problème³⁶. Selon Diakonie et Action Network Human Rights, le programme actuel de protection des témoins est sous-utilisé et insuffisamment mis en œuvre. Les organisations non gouvernementales qui s'occupent des droits de l'homme aux Philippines continuent d'affirmer que les victimes préfèrent aux programmes de protection qu'offre le Gouvernement, la protection des églises où elles trouvent une plus grande sécurité³⁷. L'Asian Legal Resource Centre (ALRC) signale qu'après la visite en 2007 du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, un défenseur des droits de l'homme appelé à témoigner dans une affaire, qui s'était entretenu avec le Rapporteur spécial, a été assassiné le 10 mars 2007. L'Organisation ajoute que rien n'est fait pour les victimes qui ont besoin d'une protection et d'une aide d'urgence, malgré des appels répétés pour que des mesures soient prises en ce sens³⁸.

17. HRW souligne qu'en réponse aux critiques formulées dans le pays et sur la scène internationale au sujet de l'échec des poursuites, l'État a pris une série de mesures spécifiques visant à régler la question des exécutions extrajudiciaires et des disparitions forcées. Toutefois, selon l'Organisation, ces initiatives – Équipe spéciale Usig, Commission Melo, mesures prises par la Cour suprême, mise en place de 99 tribunaux spéciaux, création de nouveaux bureaux des droits de l'homme – n'ont pas permis de résoudre véritablement le problème³⁹. HRW recommande que les Philippines publient immédiatement un décret destiné aux forces armées et à la police nationale, réitérant l'interdiction de toute exécution extrajudiciaire, et elle conseille par ailleurs à l'État de mener une enquête énergique et de poursuivre les membres de l'armée impliqués dans des exécutions extrajudiciaires ou des disparitions forcées, en particulier ceux qui sont cités dans le rapport de la Commission Melo⁴⁰. La Commission philippine des droits de l'homme indique que des bureaux des droits de l'homme viennent d'être créés tant au sein des forces armées philippines que dans la police nationale.

18. Selon l'ALRC, l'État ne cherche guère à améliorer le système d'indemnisation et d'aide destiné aux victimes de crimes violents: le montant des indemnisations versées aux victimes de sévices et de crimes violents n'a pas été augmenté, or il est fondé sur la loi républicaine n° 7309, qui prévoit l'indemnisation des victimes d'emprisonnement injuste et des victimes de crimes violents, qui a été adoptée il y a quinze ans⁴¹. KARAPATAN note que des centaines de familles de victimes d'exécutions et de disparitions ont déposé plainte auprès de la Commission philippine des droits de l'homme, mais que dans la plupart des cas, l'institution n'est pas parvenue à mener une enquête approfondie et cohérente et à rendre qui que ce soit responsable des actes commis⁴².

4. Droit à la vie privée, au mariage et à une vie de famille

19. L'AITPN fait observer que les dispositions du Code des lois personnelles musulmanes des Philippines autorisent le mariage des jeunes filles mineures, ainsi que la polygamie⁴³.

5. Libertés de religion et de conviction, d'expression, d'association et de réunion pacifique, et droit de participer à la vie publique et à la vie politique

20. En matière de liberté d'expression, Reporters sans frontières relève qu'assassinats, agressions, interpellations, plaintes abusives et cas de censure ont marqué les années 2006 et 2007. Au moins six journalistes ont été tués en 2006, et deux en 2007. La diffamation est encore punie de peine de prison⁴⁴.

21. Selon Frontline, les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, les arrestations arbitraires, les mauvais traitements et la torture dans les locaux de la police, les menaces et les actes de harcèlement, constituent des obstacles majeurs à l'instauration d'un climat favorable aux activités de protection des droits de l'homme dans le pays. Les défenseurs qui œuvrent dans le domaine des droits des femmes, de la pauvreté urbaine, des droits des paysans et des droits des travailleurs sont particulièrement exposés. Les journalistes et les défenseurs qui critiquent l'armée ou qui sont considérés comme des sympathisants du mouvement communiste sont également visés; l'Organisation signale aussi que certains défenseurs ont été mis en danger par les accusations de civils et de chefs militaires prétendant qu'ils servaient de façade à l'insurrection communiste, les taxant d'«ennemis de l'État»⁴⁵. La Commission islamique des droits de l'homme évoque le cas de l'enlèvement d'un agriculteur membre de l'Alliance of Farmers de la province du Bulacan (organisation elle-même déclarée «ennemie de l'État» par l'armée)⁴⁶. L'AITPN signale qu'entre février 2001 et janvier 2007, 123 défenseurs des droits des autochtones ont été tués⁴⁷. Indigenous Peoples Rights Monitor (IPRM), la Fondation Tebtebba et le Philippine Indigenous Peoples Link (PIPLINKS) relèvent que ces assassinats se sont produits dans plusieurs régions du pays, les Lumads de Mindanao et les Igorots de la Cordillera étant les groupes les plus visés⁴⁸. La Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD) et d'autres organisations non gouvernementales signalent que les forces de sécurité des exploitations minières, les militaires et les policiers ont largement recouru à l'intimidation contre les populations autochtones et les petits exploitants sur les sites miniers⁴⁹.

22. Selon l'exposé conjoint d'organisations non gouvernementales, l'État a institué des mesures qui restreignent la participation des organisations non gouvernementales et de la société civile à la gouvernance. C'est ainsi que le Comité présidentiel des droits de l'homme, mis en place à l'origine en tant qu'organe consultatif composé de représentants d'organisations non gouvernementales et de fonctionnaires du Gouvernement, relevant du Ministère de la justice, a été remanié, et placé récemment, par voie d'ordonnance administrative, sous l'égide du Cabinet de la Présidente⁵⁰. GMA Watch s'inquiète de l'existence d'une prétendue liste de surveillance de l'immigration, ou liste noire, qui semble inclure des personnes ayant critiqué l'action du Gouvernement en matière de droits de l'homme⁵¹.

23. L'ALRC ajoute que, pour disperser les agriculteurs qui manifestent pacifiquement pour exiger la réforme agraire, les forces de sécurité usent de moyens violents, blessant des manifestants et procédant à des arrestations. Selon l'Organisation, la police justifie ses pratiques arbitraires en se retranchant derrière la politique du «pas d'autorisation, pas de rassemblement», même lorsqu'aucune autorisation n'est requise ou les manifestants respectent les dispositions de la loi de 1985 sur les rassemblements publics⁵².

6. Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables

24. Selon le Bureau juridique pour les femmes, les Philippines traversent actuellement une crise de l'emploi, comme l'attestent les chiffres du chômage et du sous-emploi – plus de 30 % de la population active serait touchée. Depuis 2000, on n'a guère enregistré d'amélioration dans ce domaine. Le Bureau cite la dernière enquête nationale sur la population active, selon laquelle les travailleurs du secteur informel constituent aujourd'hui 76 % de l'ensemble de la population active ayant un emploi. La majorité des femmes actives (53 % en 2002) travaillent dans l'économie informelle, où elles pâtissent de salaires inférieurs au salaire minimal, d'un manque de sécurité dans l'emploi et de protection sociale, de conditions de travail risquées, et de difficultés d'accès au crédit, aux marchés, aux technologies et aux autres services d'appui⁵³. L'OMCT indique que les femmes représentent près de la moitié des Philippins partis travailler à l'étranger. Elles peuvent être victimes de discrimination et risquent de faire l'objet d'agressions et de violences sexuelles, verbales, psychologiques et morales⁵⁴. Selon l'Ibon Foundation et BAYAN, au lieu de créer des emplois dans le pays, le Gouvernement s'évertue à promouvoir une politique d'exportation de la main-d'œuvre: chaque jour, plus de 3 000 Philippins quitteraient le pays pour chercher du travail, et l'on compte plus de 9 millions de travailleurs Philippins à l'étranger, répartis dans 192 pays différents, soit l'équivalent du quart de la main-d'œuvre du pays⁵⁵.

25. Le Centre on Housing Rights and Evictions (COHRE) indique que le travail des enfants est généralisé, spécialement dans les zones rurales⁵⁶. L'OMCT cite le bilan commun de pays établi par l'ONU pour 2004, dans lequel il est dit qu'en 2001, aux Philippines, environ 4 millions d'enfants de 5 à 17 ans étaient actifs sur le plan économique; 60 % d'entre eux environ étaient occupés à des tâches dangereuses et exposés à l'exploitation. Dans le même bilan, il était dit que 60 000 à 100 000 enfants sont victimes d'exploitation sexuelle aux Philippines⁵⁷. D'après l'Initiative mondiale tendant à mettre un terme à tous les châtiments corporels infligés aux enfants, la loi autorise les châtiments corporels à la maison. En octobre 2007, un projet de loi visant à interdire les châtiments corporels en toutes circonstances était à l'examen⁵⁸.

26. Selon l'Ibon Foundation et BAYAN, alors que le droit de s'affilier à un syndicat est garanti par la loi, les employés continuent d'être victimes de répression au travail lorsqu'ils tentent de faire respecter leurs droits⁵⁹. Le Bureau juridique pour les femmes indique que 10 % seulement des employés sont actuellement protégés par un syndicat ou adhèrent à un syndicat⁶⁰. L'Ibon Foundation et BAYAN soulignent qu'en 2006, on a recensé 130 incidents de violations des droits des travailleurs – agressions, arrestations illégales, enlèvements et diverses formes de harcèlement, et attaques contre des piquets de grève –, faisant 2 012 victimes⁶¹. L'OMCT s'inquiète de la remise en question ou du mépris des droits des travailleurs par les sociétés d'investissement étrangères dans ce que l'on appelle les «zones économiques d'exportation» dans lesquelles, les travailleurs seraient privés de tout droit de grève et auraient l'interdiction de prendre part à des activités syndicales⁶².

7. Droit à la sécurité sociale et à un niveau de vie suffisant

27. Selon l'OMCT, pour attirer les capitaux étrangers et accélérer le développement économique du pays, les Philippines ont lancé des projets de libéralisation qui risquent de compromettre les droits économiques, sociaux et culturels de certains groupes de population. L'Organisation précise que les agriculteurs sont en butte aux investisseurs étrangers et aux puissants propriétaires fonciers qui reconvertisent des terres agricoles pour les exploiter à des fins industrielles. Les populations autochtones se débattent pour protéger leurs terres ancestrales contre les effets de l'exploitation minière, de la déforestation et d'autres projets de développement⁶³. Dans l'exposé conjoint d'organisations non gouvernementales, il est dit que le Programme d'action en 10 points en faveur

des pauvres, de la Présidente Arroyo, ne règle pas les questions de la pauvreté et de la faim, qu'il méconnaît le rôle de la société civile, et qu'il ne se soucie pas des répercussions des programmes économiques sur les populations locales⁶⁴. L'Ibon Foundation et BAYAN indiquent que l'ensemble des paiements au titre de la dette publique en 2006 ont représenté cinq fois les dépenses combinées pour l'éducation, la santé et le logement⁶⁵.

28. Dans l'exposé conjoint d'organisations non gouvernementales, il est dit que 42 % seulement de la population a accès à l'eau et que pas moins de 58 % des eaux souterraines des Philippines sont contaminées par des bactéries coliformes. Par ailleurs, l'eau prend rapidement la dimension d'un bien par suite de la privatisation des services de distribution d'eau⁶⁶.

29. En matière de droit à l'alimentation, l'Ibon Foundation et BAYAN indiquent que la libéralisation des échanges de produits agricoles, associée à la négligence de l'État, fait que l'insécurité alimentaire et l'insuffisance de produits alimentaires se sont aggravées. La dépendance du pays à l'égard de sources étrangères d'approvisionnement en produits alimentaires s'est accrue. Quelque 57 % de l'ensemble des ménages ne voient pas l'intégralité de leurs besoins alimentaires énergétiques journaliers pourvus⁶⁷.

30. Depuis 2001, un nombre total de 415 cas d'infractions à la réforme agraire et de violations des droits de l'homme ont été établis par le Partnership for Agrarian Reform and Rural Development Services (PARRDS)⁶⁸. Le Réseau d'information et d'action pour le droit à se nourrir souligne que, depuis 2001, une quarantaine d'agriculteurs ont été tués alors qu'ils tentaient de faire valoir leurs droits sur leurs terres au titre du Programme général de réforme agraire. En outre, des centaines de familles qui avaient milité en faveur de la réforme agraire, ou auxquelles on avait déjà attribué des terres dans le cadre du programme de réforme agraire, ont été victimes d'expulsions forcées illégales, de destructions de biens, de poursuites pénales injustifiées, de harcèlement et d'agressions physiques. Dans bon nombre de ces cas, le Réseau dit que les Philippines ont manifestement manqué à leur devoir de respecter, de protéger et de satisfaire le droit à l'alimentation des familles de paysans⁶⁹.

31. En ce qui concerne le droit au logement, l'OMCT mentionne que plus du tiers de la population urbaine vit dans des logements de fortune, et que plus de la moitié des familles défavorisées des villes (1,4 million de personnes) vivent dans le Grand Manille. En dépit de la loi sur l'urbanisation et le logement urbain adoptée en 1992, les habitants des bidonvilles ont vu leurs conditions de vie empirer, et ils continuent de vivre sous la menace d'expulsions et de démolitions de la part tant des autorités que des propriétaires terriens privés⁷⁰. Le COHRE reprend des informations qui lui ont été rapportées selon lesquelles entre janvier 2006 et septembre 2007, dans le seul Grand Manille, des expulsions à vaste échelle ont touché 14 468 personnes⁷¹. L'Ibon Foundation et BAYAN relèvent que le logement et le développement communautaire ont bénéficié de seulement 0,3 % du budget national entre 2001 et 2006, soit à peine le tiers des crédits pour la période précédente de six ans⁷².

32. L'Ibon Foundation et BAYAN indiquent que, malgré l'état de santé déplorable des Philippines, les dépenses consenties par le Gouvernement dans ce domaine diminuent. Les dépenses totales de santé ne représentent que 3,4 % du produit intérieur brut⁷³. Le Centre pour les droits liés à la procréation⁷⁴ déclare que les Philippines ont érigé l'avortement en infraction pénale sans prévoir clairement d'exceptions à cette interdiction, même lorsque la vie ou la santé de la femme est en danger, que la grossesse fait suite à un viol, ou qu'il y a constat médical d'une malformation fœtale. Les femmes qui se font avorter et les personnes qui pratiquent l'avortement encourrent des peines de deux à six ans de prison. L'avortement, bien qu'illégal, est très répandu, et un pourcentage élevé des décès maternels sont dus aux complications d'avortements pratiqués dans de mauvaises

conditions⁷⁵. Selon EnGendeRights, le fort taux de mortalité maternelle, qui est de 200 décès pour 100 000 naissances vivantes, est l'un des plus élevés de la région de l'Asie de l'Est et du Sud-Est⁷⁶. Les études montrent que les femmes à faible revenu sont bien plus touchées par l'interdiction qui frappe l'avortement, et l'on estime qu'environ les deux tiers des femmes qui se font avorter sont pauvres⁷⁷.

33. Le Centre pour les droits liés à la procréation précise qu'en l'absence de loi nationale codifiant les droits des femmes en matière de procréation et de sexualité, celles-ci ne disposent d'aucun recours légal dans le droit interne en cas de violation de leurs droits fondamentaux protégés par les instruments internationaux⁷⁸. Le Council on Population Health and Welfare, Inc. et le Centre des droits de l'homme de l'Université Ateneo de Manille relèvent que les Philippines n'ont toujours pas de politique de santé de la procréation garantissant aux femmes le droit à des services de santé, y compris à la planification familiale⁷⁹. Le Bureau juridique pour les femmes indique que les chiffres mêmes de l'État présentent un tableau effroyable de la situation actuelle des femmes en matière de santé de la procréation⁸⁰. Le Centre pour les droits liés à la procréation signale que les moyens de contraception non naturels sont interdits dans la municipalité de Manille⁸¹. Il signale également que le Ministère de la santé dit depuis 2002 avoir une préférence pour la «planification familiale naturelle» et que la Présidente Arroyo affirme que la méthode Ogino (abstinence sexuelle périodique), forme de planification familiale naturelle, présente un taux de réussite de 99 %, ce qui selon le Centre est absolument faux⁸². EnGendeRights recommande que les Philippines fassent en sorte que les femmes aient accès à l'information et à l'ensemble des moyens de contraception, y compris aux pilules contraceptives d'urgence, et à un avortement sans risques et pratiqué dans la légalité⁸³.

34. EnGendeRights indique par ailleurs qu'en dépit de l'existence d'un programme de développement de la santé des adolescents et des jeunes, les adolescents ne disposent d'aucune information fondée sur les faits et ne bénéficient d'aucune éducation sur la sexualité ou sur la santé génésique et les services correspondants. EnGendeRights demande que l'information et les services voulus soient proposés aux adolescents afin qu'ils puissent se protéger contre les rapports sexuels imposés ou forcés, les grossesses non désirées, les grossesses précoces, les avortements dangereux, le VIH/sida et les maladies sexuellement transmissibles⁸⁴.

8. Droit à l'éducation et droit de prendre part à la vie culturelle de la communauté

35. L'Ibon Foundation et BAYAN indiquent que si l'enseignement est gratuit dans le primaire et le secondaire, la pauvreté fait que des millions d'enfants sont privés du droit à une éducation digne de ce nom. Sur 100 enfants qui entrent au cours préparatoire, 66 seulement achèvent leurs études élémentaires, 43 parviennent en fin d'études secondaires, et 14 achèvent leurs études universitaires. Les dépenses publiques en matière d'éducation sont retombées de 4 % du PIB en 1998 à 2,4 % en 2006⁸⁵. L'exposé conjoint d'organisations non gouvernementales rappelle les résultats à mi-parcours de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et l'indice de développement de l'Éducation pour tous, qui montrent qu'en dépit de l'augmentation constante du taux d'inscription dans l'enseignement de base, les principaux indicateurs de performance n'ont cessé de baisser depuis 2001. Les taux nets d'inscription scolaire, de survie des cohortes et d'achèvement des études pour les niveaux élémentaire et secondaire sont tous en baisse⁸⁶.

9. Minorités et populations autochtones

36. Indigenous Peoples Rights Monitor, Indigenous Peoples' International Centre for Policy et Philippine Indigenous Peoples Link⁸⁷ notent que, selon les estimations, les populations autochtones représenteraient de 12 à 15 millions de personnes, soit 15 % de la population. Les autochtones

occupent plus de 10 millions d'hectares sur les 30 millions d'hectares que comptent les Philippines. Selon l'OMCT, les populations autochtones sont parmi les groupes les plus marginalisés du pays, et elles sont souvent victimes de diverses formes de sévices, de violences et d'exploitation. En outre, du fait de leur dénuement et de l'exclusion sociale dont elles font l'objet, les enfants autochtones courent le risque d'être engagés dans le conflit armé et d'être enrôlés dans les groupes armés. Le conflit armé expose aussi davantage les femmes et les filles autochtones à des violences physiques et sexuelles⁸⁸.

37. L'OMCT ajoute que si, sur le papier, les droits des populations autochtones sont protégés et garantis par la loi de 1997 sur les droits des peuples autochtones, dans la réalité les dispositions de cette loi sont systématiquement mises en cause par d'autres lois, notamment le Code minier de 1995⁸⁹. Selon Indigenous Peoples Rights Monitor, Indigenous Peoples' International Centre for Policy et Philippine Indigenous Peoples Link, cette loi, qui autorise une participation étrangère de 100 % dans les concessions minières et l'expulsion des communautés autochtones, porte atteinte aux droits collectifs des peuples autochtones⁹⁰. Les mêmes Organisations font observer que la mise en place généralisée d'industries extractives et d'autres projets de développement sur les territoires autochtones sans le consentement des populations est une violation flagrante des droits collectifs de ces populations et accentue encore leur marginalisation. Sur les 23 projets miniers auxquels l'administration Arroyo a accordé la priorité en 2006, 18 se trouvent sur des terres autochtones⁹¹.

38. L'exposé conjoint d'organisations non gouvernementales cite les conclusions de l'équipe dirigée par M^{me} Clare Short, membre du Parlement britannique, chargée d'enquêter sur les effets de l'exploitation minière dans le pays: l'exploitation minière cause des ravages pour les moyens de subsistance, la santé et les droits de l'homme des populations autochtones et d'autres communautés locales. Selon la loi, il est obligatoire d'obtenir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, des populations autochtones avant d'entamer tout projet sur leur territoire⁹². La Society for Threatened Peoples signale que dans un certain nombre de cas, le consentement des populations autochtones pour des projets devant se dérouler sur leur territoire a été obtenu par la désinformation, de fausses déclarations, la corruption et l'intimidation⁹³. L'OMCT suggère que les Philippines fassent en sorte que les terres ancestrales des populations autochtones soient dûment protégées contre tout projet de développement qui risque de leur être préjudiciable, et qu'elles fassent respecter l'obligation d'obtenir le consentement librement donné et en connaissance de cause des populations concernées avant d'entamer toute activité commerciale sur leurs terres, conformément aux dispositions de la loi sur les droits des peuples autochtones⁹⁴.

39. L'AITPN⁹⁵ souligne que si la Constitution reconnaît le droit des musulmans et des populations autochtones de la région de la Cordillera à l'autodétermination sous la forme de l'autonomie, les habitants de cette partie des Philippines, qui, selon l'Organisation des peuples et des nations non représentés représentent environ 2 % de la population des Philippines, ne jouissent pas véritablement de l'autonomie⁹⁶. L'AITPN ajoute que cela vaut aussi pour les Moros de Mindanao⁹⁷. Le Catholic Fund For Overseas Development et d'autres organisations précisent qu'il s'avère que la Commission nationale des populations autochtones, au lieu de protéger et promouvoir les droits des populations autochtones, facilite l'entrée de sociétés minières⁹⁸.

10. Personnes déplacées à l'intérieur du pays

40. Le Centre pour la surveillance des déplacements internes du Conseil norvégien pour les réfugiés signale que les incidents armés entre forces gouvernementales et groupes rebelles provoquent sporadiquement des déplacements dans toutes les régions du pays. Toutefois, les combats intenses et les déplacements de grande ampleur sont essentiellement concentrés dans l'île australe de Mindanao. La majeure partie des personnes déplacées vit dans les zones peuplées de

musulmans de la Région autonome musulmane de Mindanao où, selon le Centre, le conflit a contraint près de 2 millions de personnes à se réfugier après avoir fui leur foyer depuis 2000. Selon les estimations, en 2006, 98 000 personnes ont été déplacées à la suite du conflit armé et de violations des droits de l'homme, et 82 000 d'entre elles ont été déplacées de chez elles, à Mindanao⁹⁹.

41. Le Centre pour la surveillance des déplacements internes ajoute que l'éducation des enfants déplacés est souvent interrompue en raison de l'insécurité et de l'incertitude quant à la durée du déplacement, des difficultés d'accès aux établissements d'enseignement du fait de l'éloignement des écoles par rapport aux centres d'évacuation, ou de la perte des papiers d'identité. Les problèmes d'accès à l'alimentation et le manque de produits alimentaires ont parfois été tels que des cas de décès pour dénutrition ont été signalés. L'acheminement de l'aide humanitaire par les organisations d'aide n'est pas toujours sécurisé. Le Centre recommande à l'État de mettre au point une politique nationale complète et intégrée pour la question des déplacements internes, accompagnée de directives claires relatives à sa mise en œuvre¹⁰⁰.

11. Droits de l'homme et lutte contre le terrorisme

42. Frontline indique qu'une loi relative à la lutte contre le terrorisme, ou «loi sur la sécurité des personnes» (entrée en vigueur le 15 juillet 2007), prévoit la détention pour une durée indéterminée des personnes suspectées de terrorisme, sans les mesures de protection voulues en matière de procédure, et qu'elle permet de livrer des personnes appréhendées aux Philippines à des pays qui pratiquent couramment la torture, du moment que l'État destinataire donne des assurances que l'intéressé bénéficiera d'un traitement équitable. La nouvelle loi a été critiquée pour sa définition trop vague du terrorisme, qui permet aux Philippines de transformer des infractions moins graves, telles que le vandalisme, ou des manifestations de protestation légitimes, en crimes passibles d'une peine automatique de quarante années d'emprisonnement¹⁰¹. De plus, la FIDH et la PAHRA précisent que la loi donne des pouvoirs étendus au bras exécutif, essentiellement par le truchement du Conseil de lutte contre le terrorisme nouvellement créé, ajoutant que la loi n'établit pas les responsabilités de cet organe. En outre, les arrestations sans mandat et les détentions avec contrôle judiciaire limité sont prolongées, et l'on sait que c'est précisément dans de telles situations que la torture est pratiquée¹⁰². Frontline craint que les activités relatives aux droits de l'homme ne soient encore restreintes par ce texte antiterroriste formulé en termes très généraux, et que les autorités n'en prennent prétexte pour persécuter davantage encore les défenseurs des droits de l'homme¹⁰³.

III. PROGRÈS, MEILLEURES PRATIQUES, DIFFICULTÉS ET CONTRAINTES

43. Amnesty International relève qu'en juin 2006, le Congrès philippin a adopté un projet de loi abolissant la peine de mort. La Présidente a ensuite promulgué ce texte en loi¹⁰⁴. Dans l'exposé conjoint d'organisations non gouvernementales, la promulgation par la Cour suprême de la règle relative au recours en *amparo* pour les cas d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées est qualifiée d'événement majeur dans le domaine des disparitions forcées¹⁰⁵. Diakonie et Action Network Human Rights¹⁰⁶ font observer que ce recours prévoit des ordonnances en matière de protection, d'inspection et de comparution et d'orientation pour la protection des témoins. Amnesty International fait observer qu'une procédure d'*amparo* concernant certaines affaires importantes de disparitions est en cours et que son application pourrait bien constituer un progrès. L'Organisation craint toutefois que l'application du recours en *amparo* ne soit menacée par la publication par la Présidente de l'ordonnance administrative n° 197, qui préconise une législation prévoyant des garanties contre la divulgation de secrets militaires et des interventions injustifiées dans des opérations militaires hostiles à la sécurité nationale. Il pourrait s'agir d'une tentative du Gouvernement visant à faire obstacle aux recours en *amparo* en invoquant la sécurité nationale ou la confidentialité de l'information¹⁰⁷.

IV. PRIORITÉS, INITIATIVES ET ENGAGEMENTS NATIONAUX ESSENTIELS

44. *Sans objet.*

V. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET ASSISTANCE TECHNIQUE

45. *Sans objet.*

Notes

¹ The following stakeholders have made a submission (all original submissions are available in full text on: www.ohchr.org):

Civil Society:

1. AI: Amnesty International, UPR submission, November 2007*
2. AITPN: Asian Indigenous and Tribal People Network, UPR submission, November 2007*
3. ALRC: Asian Legal Resource Centre, UPR submission, November 2007*
4. CAFOD & others: joint submission by Catholic Agency for Overseas Development, Columban Faith and Justice Office, Indigenous Peoples Links, Irish Centre for Human Rights, National University of Ireland Galway, IUCN Commission Environmental, Economic and Social Policy and Trocaire, UPR submission, November 2007
5. COHRE: Centre on Housing Rights and Evictions, UPR submission, November 2007*
6. CRR: Center for Reproductive Rights, UPR submission, November 2007
7. D and ANHR: Diakonie and Action Network Human Rights, Joint UPR submission, November 2007
8. EGR: EnGendeRights, UPR submission, November 2007
9. FIAN: FoodFirst Information and Action Network, UPR submission, November 2007*
10. FIDH and PAHRA: International Federation for Human Rights* and Philippine Alliance of Human Rights Advocates, Joint UPR submission, November 2007
11. FLAG: Free Legal Assistance Group, UPR submission, November 2007
12. FL: Front Line, UPR submission, November 2007*
13. GIEACP: Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, UPR submission, November 2007
14. GMA: GMA Watch, UPR submission, November 2007
15. HRW: Human Rights Watch, UPR submission, November 2007*
16. IF and BAYAN: Ibon Foundation and BAYAN, Joint UPR submission, November 2007
17. IDMC: Internal Displacement Monitoring Centre of the Norwegian Refugee Council, UPR submission, November 2007*
18. IPRM, TEBTEBBA & PIPLINKS: Indigenous Peoples Rights Monitor, Tebtebba Foundation* (Indigenous Peoples' International centre for Policy) and Philippine Indigenous Peoples Link, Joint UPR submission, November 2007
19. IHRC: Islamic Human Rights Commission, UPR submission, November 2007
20. Joint submission by NGOs with UN consultative status and endorsed by 29 civil society organizations (JSNGO): With UN Consultative Status: the Federation Internationale des Ligues des Droits de L'Homme (FIDH), Asia Forum for Human Rights and Development (Forum-Asia), the Philippine Human Rights Information Center (PhilRights), Families of victims of Involuntary Disappearance (FIND); and, endorsed by the following organizations without Consultative Status: the Philippine Alliance of Human Rights Advocates (PAHRA), Task Force Detainees of the Philippines (TFDP), Association of Major Religious Superiors in the

Phil. (AMRSP), Justice, Peace and Integrity of Creation Commission-AMRSP (JPICC-AMRSP); Balay Rehabilitation Center Inc., Claimants 1081; Moro Human Rights Center (MHRC), Philippine Network of Rural Development Inc.) PhilNet-RDI); Medical Action Group (MAG), Kasarinlan Kalayaan (SARILAYA), University Center for Human Rights Education (UCHURE), Citizens' Council for Human Rights (CCHR), Center for Migrant Advocacy (CMA), TEACHERS, Social Watch-Phil., Action for Economic Reform (AER), Education-Network (E-net), Legal Resource Center-Kasama ng Kalikasan (LRC-KSK), Bukal Sining, Freedom from Debt Coalition (FDC), Kilusan para sa Pambansang Demokrasya-Central Luzon (KPD-CL), Alab Katipunan (AK), Pinay Kilos (PINK), Claret Justice and Peace and Integrity of Creation (Claret-JPIC), Phil. NGO Liaison Committee on Food Security and Fair Trade (PNLC); Pambansang Koalisyon ng mga Kababaihan sa Kanayunan (PKKK); Focus on the Global South; Justice, Peace and Integrity of Creation-Franciscan Sisters of the Immaculate Conception (JPICC-SFIC); and, the Philippine Coalition for International Criminal Court (PCICC), Mindanao Peoples' Peace Movement (MPPM), UPR submission, November 2007*

21. Joint submission by the NGO Working Group on Asia (JSWGA): Caritas Internationalis, Church World Service*, Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd*, International Center for Law in Development, Lutheran Office for World Community, Karapatan, National Council of Churches in the Philippines, Philippines Working Group / Asia – Pacific Forum, Presbyterian United Nations Office, United Church of Christ, United Methodist Church*, General Board of Church and Society*, World Council of Churches*, World Student Christian Federation, the Lutheran World Federation*, World Student Christian Federation, UPR submission, November 2007

22. KARAPATAN: Alliance for the Advancement of People's Rights, UPR submission, November 2007

23. NCCP: National Council of Churches in the Philippines, UPR submission, November 2007

24. OMCT: World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007*

25. PARRDS: Partnership for Agrarian Reform and Rural Development Services, Inc. UPR submission, November 2007

26. PNGOC and AMUHRC: Council on Population Health and Welfare, Inc. and the Ateneo de Manila University Human Rights Center, Joint UPR submission, November 2007

27. RSF: Reporters Without Borders, UPR submission, November 2007*

28. STP: Society for Threatened Peoples, UPR submission, November 2007*

29. UNPO: Unrepresented Nations and Peoples Organization, UPR submission, November 2007

30. WLB: Women's Legal Bureau Inc., UPR submission, November 2007

National Human Rights Institution:

31. CHRP: Commission on Human Rights of the Philippines, UPR submission, November 2007**

NB: * NGOs with ECOSOC status; ** National Human Rights Institution with A status.

² Free Legal Assistance Group, UPR submission, November 2007, p. 1

³ Joint submission by NGOs with UN consultative status and endorsed by 29 civil society organizations, UPR submission, November 2007, p. 2

⁴ World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 1

⁵ International Federation for Human Rights and Philippine Alliance of Human Rights Advocates, Joint UPR submission, November 2007, p. 3

⁶ Commission on Human Rights of the Philippines, UPR submission, November 2007, p. 3

⁷ Commission on Human Rights of the Philippines, UPR submission, November 2007, p. 4

⁸ National Council of Churches in the Philippines, UPR submission, November 2007, p. 5

⁹ Asian Indigenous and Tribal People Network, UPR submission, November 2007, p. 6

¹⁰ Joint submission by NGOs with UN consultative status and endorsed by 29 civil society organizations, UPR submission, November 2007, p. 2

¹¹ Asian Indigenous and Tribal People Network, UPR submission, November 2007, p. 6

- ¹² Joint submission by the NGO Working Group on Asia, UPR submission, November 2007, p. 2
- ¹³ Asian Indigenous and Tribal People Network, UPR submission, November 2007, p. 3
- ¹⁴ Women's Legal Bureau Inc., UPR submission, November 2007, p. 4
- ¹⁵ Women's Legal Bureau Inc., UPR submission, November 2007, p. 4
- ¹⁶ Asian Indigenous and Tribal People Network, UPR submission, November 2007, p. 1. See also Asian Legal Resource Centre, UPR submission, November 2007, p. 1
- ¹⁷ Alliance for the Advancement of People's Rights, UPR submission, November 2007, p. 5
- ¹⁸ Asian Indigenous and Tribal People Network, UPR submission, November 2007, p. 4
- ¹⁹ Internal Displacement Monitoring Centre of the Norwegian Refugee Council, UPR submission, November 2007, p. 3
- ²⁰ Human Rights Watch, UPR submission, November 2007, p. 1
- ²¹ Amnesty International, UPR submission, November 2007, p. 3. See also Asian Legal Resource Centre, UPR submission, November 2007, p. 4
- ²² Joint submission by NGOs with UN consultative status and endorsed by 29 civil society organizations, UPR submission, November 2007, p. 2
- ²³ Alliance for the Advancement of People's Rights, UPR submission, November 2007, p. 3
- ²⁴ Women's Legal Bureau Inc., UPR submission, November 2007, p. 3
- ²⁵ World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 3
- ²⁶ World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 5
- ²⁷ World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 3
- ²⁸ Women's Legal Bureau Inc., UPR submission, November 2007, p. 3
- ²⁹ World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 3
- ³⁰ Amnesty International, UPR submission, November 2007, p. 1
- ³¹ Joint submission by NGOs with UN consultative status and endorsed by 29 civil society organizations, UPR submission, November 2007, p. 2
- ³² Amnesty International, UPR submission, November 2007, p. 4
- ³³ Amnesty International, UPR submission, November 2007, p. 3
- ³⁴ Asian Indigenous and Tribal People Network, UPR submission, November 2007, p. 4
- ³⁵ Asian Indigenous and Tribal People Network, UPR submission, November 2007, p. 4
- ³⁶ Human Rights Watch, UPR submission, November 2007, p. 2. See also Front Line, UPR submission, November 2007, p. 3, Diakonie and Action Network Human Rights, Joint UPR submission, November 2007, p. 4
- ³⁷ Diakonie and Action Network Human Rights, Joint UPR submission, November 2007, p. 4
- ³⁸ Asian Legal Resource Centre, UPR submission, November 2007, p. 3
- ³⁹ Human Rights Watch, UPR submission, November 2007, p. 2-3. See also National Council of Churches in the Philippines, UPR submission, November 2007, p. 3
- ⁴⁰ Human Rights Watch, UPR submission, November 2007, p. 4
- ⁴¹ Asian Legal Resource Centre, UPR submission, November 2007, p. 5
- ⁴² Alliance for the Advancement of People's Rights, UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁴³ Asian Indigenous and Tribal People Network, UPR submission, November 2007, p. 3
- ⁴⁴ Reporters Without Borders, UPR submission, November 2007, P. 1
- ⁴⁵ Front Line, UPR submission, November 2007, p. 1

- ⁴⁶ Islamic Human Rights Commission, UPR submission, November 2007, p. 1
- ⁴⁷ Asian Indigenous and Tribal People Network, UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁴⁸ Indigenous Peoples Rights Monitor, Tebtebba Foundation (Indigenous Peoples' International centre for Policy) and Philippine Indigenous Peoples Link, Joint UPR submission, November 2007, p. 4
- ⁴⁹ CAFOD & others: joint submission by Catholic Agency for Overseas Development, Columban Faith and Justice Office, Indigenous Peoples Links, Irish Centre for Human Rights, National University of Ireland Galway, IUCN Commission Environmental, Economic and Social Policy and Trocaire, UPR submission, November 2007, p. 4
- ⁵⁰ Joint submission by NGOs with UN consultative status and endorsed by 29 civil society organizations, , UPR submission, November 2007, p. 3
- ⁵¹ GMA Watch, UPR submission, November 2007, p. 1
- ⁵² Asian Legal Resource Centre, UPR submission, November 2007, p. 6
- ⁵³ Women's Legal Bureau Inc., UPR submission, November 2007, p. 1
- ⁵⁴ World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 4
- ⁵⁵ Ibon Foundation and BAYAN, Joint UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁵⁶ Centre on Housing Rights and Evictions, UPR submission, November 2007, p. 6
- ⁵⁷ World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 4
- ⁵⁸ Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁵⁹ Ibon Foundation and BAYAN, Joint UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁶⁰ Women's Legal Bureau Inc., UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁶¹ Ibon Foundation and BAYAN, Joint UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁶² World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁶³ World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 1
- ⁶⁴ Joint submission by NGOs with UN consultative status and endorsed by 29 civil society organizations, , UPR submission, November 2007, p. 3
- ⁶⁵ Ibon Foundation and BAYAN, Joint UPR submission, November 2007, p. 1
- ⁶⁶ Joint submission by NGOs with UN consultative status and endorsed by 29 civil society organizations, , UPR submission, November 2007, p. 4
- ⁶⁷ Ibon Foundation and BAYAN, Joint UPR submission, November 2007, p. 4
- ⁶⁸ Partnership for Agrarian Reform and Rural Development Services, Inc. UPR submission, November 2007, p. 1
- ⁶⁹ FoodFirst Information and Action Network, UPR submission, November 2007, p. 1
- ⁷⁰ World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 3
- ⁷¹ Centre on Housing Rights and Evictions, UPR submission, November 2007, p. 4
- ⁷² Ibon Foundation and BAYAN, Joint UPR submission, November 2007, p. 4
- ⁷³ Ibon Foundation and BAYAN, Joint UPR submission, November 2007, p. 5
- ⁷⁴ Center for Reproductive Rights, UPR submission, November 2007, p. 3
- ⁷⁵ Center for Reproductive Rights, UPR submission, November 2007, p. 3
- ⁷⁶ EnGendeRights, UPR submission, November 2007, p. 2-3
- ⁷⁷ EnGendeRights, UPR submission, November 2007, p. 2-3
- ⁷⁸ Center for Reproductive Rights, UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁷⁹ Council on Population Health and Welfare, Inc. and the Ateneo de Manila University Human Rights Center, Joint UPR submission, November 2007, p. 1

- ⁸⁰ Women's Legal Bureau Inc., UPR submission, November 2007, p. 4
- ⁸¹ Center for Reproductive Rights, UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁸² Center for Reproductive Rights, UPR submission, November 2007, p. 1-2
- ⁸³ EnGendeRights, UPR submission, November 2007, p. 5
- ⁸⁴ EnGendeRights, UPR submission, November 2007, p. 5
- ⁸⁵ Ibon Foundation and BAYAN, Joint UPR submission, November 2007, p. 5
- ⁸⁶ Joint submission by NGOs with UN consultative status and endorsed by 29 civil society organizations, UPR submission, November 2007, p. 5
- ⁸⁷ Indigenous Peoples Rights Monitor, Tebtebba Foundation (Indigenous Peoples' International Centre for Policy) and Philippine Indigenous Peoples Link, Joint UPR submission, November 2007, p. 4
- ⁸⁸ World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁸⁹ World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁹⁰ Indigenous Peoples Rights Monitor, Tebtebba Foundation (Indigenous Peoples' International centre for Policy) and Philippine Indigenous Peoples Link, Joint UPR submission, November 2007, p. 3
- ⁹¹ Indigenous Peoples Rights Monitor, Tebtebba Foundation (Indigenous Peoples' International centre for Policy) and Philippine Indigenous Peoples Link, Joint UPR submission, November 2007, p. 5
- ⁹² Joint submission by NGOs with UN consultative status and endorsed by 29 civil society organizations, UPR submission, November 2007, p. 4.
- ⁹³ Society for Threatened Peoples, UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁹⁴ World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 5
- ⁹⁵ Asian Indigenous and Tribal People Network, UPR submission, November 2007, p. 5
- ⁹⁶ Unrepresented Nations and Peoples Organization, UPR submission, November 2007, p. 1
- ⁹⁷ Asian Indigenous and Tribal People Network, UPR submission, November 2007, p. 5
- ⁹⁸ CAFOD & others: joint submission by Catholic Agency for Overseas Development, Columban Faith and Justice Office, Indigenous Peoples Links, Irish Centre for Human Rights, National University of Ireland Galway, IUCN Commission Environmental, Economic and Social Policy and Trocaire, UPR submission, November 2007, p. 2
- ⁹⁹ Internal Displacement Monitoring Centre of the Norwegian Refugee Council, UPR submission, November 2007, p. 1. See also Joint submission by NGOs with UN consultative status and endorsed by 29 civil society organizations, UPR submission, November 2007, p. 2
- ¹⁰⁰ Internal Displacement Monitoring Centre of the Norwegian Refugee Council, UPR submission, November 2007, pp. 4 and 6.
- ¹⁰¹ Front Line, UPR submission, November 2007, p. 3-4. See also Diakonie and Action Network Human Rights, Joint UPR submission, November 2007, p. 5, World Organization Against Torture, UPR submission, November 2007, p. 4 and Amnesty International, UPR submission, November 2007, p. 1.
- ¹⁰² International Federation for Human Rights and Philippine Alliance of Human Rights Advocates, Joint UPR submission, November 2007, p. 4
- ¹⁰³ Front Line, UPR submission, November 2007, p. 3-4
- ¹⁰⁴ Amnesty International, UPR submission, November 2007, p. 3
- ¹⁰⁵ Joint submission by NGOs with UN consultative status and endorsed by 29 civil society organizations, UPR submission, November 2007, p. 2
- ¹⁰⁶ Diakonie and Action Network Human Rights, Joint UPR submission, November 2007, p. 5
- ¹⁰⁷ Amnesty International, UPR submission, November 2007, p. 3. See also Commission on Human Rights of the Philippines, UPR submission, November 2007, p. 4, Front Line, UPR submission, November 2007, p. 2, and Alliance for the Advancement of People's Rights, UPR submission, November 2007, p. 2.